

Lutte de classe

Pas le choix : A bas le capitalisme et le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner !

Un article très bref sur l'éditorial de D. Gluckstein paru dans le n°835 d'*Informations ouvrières*.

Après avoir pris la précaution de préciser que "*Dans cette guerre, ouverte et inexpiable, entre deux ailes de la classe capitaliste (entre le Medef et l'UIMM), la classe ouvrière n'a évidemment pas à choisir*", Gluckstein s'en prend à la présidente du Medef, jusque là rien à redire.

Mais lorsqu'il ajoute "*n'est-elle pas la partisane la plus acharnée de la déréglementation et de la destruction de tous les acquis ouvriers*" là encore en assortissant cette réflexion d'une précaution oratoire "*sans états d'âme là non plus*", on pourrait s'attendre à ce qu'il ne ménage pas non plus l'UIMM impliquée dans les délocalisations de pans entiers de l'industrie depuis des décennies, et bien pas du tout, il se livre à un amalgame avec les syndicats ouvriers qui sont régis par la même loi de 1884 que l'UIMM !

Et de prendre la défense à peine voilée du capitalisme français : "*Mais qui, au sein de la classe capitaliste, a intérêt à décapiter le patronat industriel français ?*", y auraient-ils des masochistes ou des traîtres parmi les patrons ? au lieu de dresser les travailleurs à la fois contre l'UIMM et le Medef, contre l'ensemble de la classe capitaliste, de la même manière que le PT défend l'Etat bourgeois, la *République une et indivisible* ou la *nation* sous prétexte que c'est dans ce cadre que la classe ouvrière se serait constituée en classe, refusant obstinément de combattre les institutions de la Ve République pour ne pas affaiblir davantage l'Etat bourgeois français face à l'Union européenne. Dès sa naissance le capitalisme s'est constitué en classe à l'échelle mondiale donc, ce n'est pas moi qui le dit, c'est Marx dans le *Manifeste du parti communiste*. Car voyez-vous en prenant position pour la défense du capitalisme industriel français, Gluckstein entend peser sur les contradictions au sein du capitalisme mondial. Une prétention de roquet en vérité qui ravira sans doute ses amis "*républicains*" ou "*démocrates*", mais qui n'a rien à voir avec les intérêts du prolétariat qui demeurent étrangers à ceux des capitalistes qu'ils soient français ou américains, qu'ils appartiennent au secteur industriel ou financier.

Quelques paragraphes plus loin, le voilà parti dans une tirade franchement nationaliste à propos du marché américain remporté par EADS : "*Succès de l'industrie nationale... ou un pas de plus vers le démantèlement-pillage ?*" et de s'émouvoir "*l'industrie nationale est démantelée.*" Ah, si c'était au moins un succès de l'industrie nationale, au moins il pourrait pousser un grand cocorico avec son colistier Schivardi ou... les représentants de l'UIMM par exemple ! Navrant d'en arriver là.

Bien entendu, tout cela est de la faute à l'Union européenne qui entend en finir avec l'indépendance des syndicats ouvriers, dont le Medef est le relais, mais pas avec le gouvernement illégitime de Sarkozy ou l'UIMM.

Il termine ainsi : "*Urgence à rompre avec l'Union européenne : c'est la condition pour défendre et reconquérir l'emploi et l'industrie, les droits ouvriers et la démocratie*", l'emploi on comprend de qui il s'agit, ce sont les travailleurs, mais l'industrie qu'est-ce que c'est sinon les patrons de la métallurgie, l'UIMM dont il prend ici ouvertement la défense, celle-ci faisant partie de la démocratie bourgeoise bien comprise dont le PT se réclame.

Voilà sur quelle base politique le PT veut construire un "*authentique*" parti ouvrier qui n'aura d'indépendance que le nom.